# Après la mobilisation des gilets jaunes samedi 24 novembre… Le mouvement ouvrier doit s’engager aux côtés des gilets jaunes pour vaincre Macron !

## La détermination des gilets jaunes face à la répression

À 15h, le Ministère de l'intérieur comptait 80.976 manifestant.e.s gilets jaunes. Il n'a visiblement pas peur du ridicule en faisant croire qu'il compte à l'unité près ! Puis il en a annoncé 106.301 (sic) à 17h.

Castaner estime qu'il y avait 8.000 gilets jaunes à Paris (largement en dessous de la réalité). On se demande comment il a pu les compter, car les gilets jaunes étaient dispersés sur les Champs-Élysées et dans toute une série de rues autour. Il y en avait aussi par exemple à Bastille et Nation (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31242). La répression a été intense tout au long de la journée. La police a cherché à boucler un immense quartier autour de l'Elysée pour empêcher les manifestants de converger vers les Champs-Élysées. Ce gouvernement bafoue nos libertés fondamentales et a cherché, par ces stratagèmes, à dégoûter les manifestants et à les faire repartir. Sur les Champs-Élysées, la police a gazé les manifestants toute la journée. Face à ce dispositif répressif, la détermination des gilets jaunes a été impressionnante. Alors que beaucoup manifestaient pour la première fois, ils sont revenus plusieurs fois, après chaque gazage, mettant un point d'honneur à revenir de là où ils avaient été délogés. Des barricades ont été mises en place. Des rues ont été dépavées. « Macron démission » revenait sans cesse. La Marseillaise également, mais il serait gravement erroné d'y voir une hégémonie de l'extrême-droite sur cette manifestation. La référence à 1789 était très présente parmi les manifestant.e.s. Les flics ont systématiquement réprimé les actions de gilets jaunes, comme par exemple l'opération escargot des VTC autour de l'aéroport d'Orly samedi après-midi.

Le gouvernement a cherché à faire croire que l'extrême-droite était hégémonique et

donnait le ton de la manifestation. En effet, il cherche honteusement à amalgamer les gilets jaunes à l'extrême droite pour empêcher la jonction avec le mouvement ouvrier organisé, en faisant peur à des militants de base sincères et en fournissant des prétextes à ses dirigeants officiels. Le gouvernement craint par dessus-tout cette possibilité qui placerait le pays au bord de la grève générale.

Mais c'est faux. Certes, il y avait des petits groupes d'extrême-droite mais ils étaient extrêmement minoritaires. Des « On est chez nous » ont été entendus, mais très rarement. Les slogans ciblaient le pouvoir et étaient centrés sur des revendications sociales : la défense des conditions de vie des catégories les plus populaires face à Macron, le président des riches. Malheureusement, une certaine gauche bourgeoise (Hamon, Jadot, Glucksmann) se complaît à caricaturer les gilets jaunes, montrant leur mépris de classe d'autant plus abject que ces donneurs de leçon se prétendent de « gauche ». Mais c'est une gauche qui aime (de loin) les pauvres en tant que victimes, mais qui montre son dégoût quand ces catégories populaires s'érigent en acteurs et prétendent intervenir politiquement. Bien loin des caricatures des suppôts de Macron ou de Hamon, les cortèges de gilets jaunes et des féministes se sont rejoints dans plusieurs villes (Montpellier, Marseille). Une très belle convergence des luttes ! A Paris, des flics ont donné l'ordre à des gilets jaunes qui rejoignaient la manifestation féministe d'enlever leur gilet ! Leur objectif est clair : opposer les manifestations, opposer les luttes, diviser pour mieux régner.

De nombreuses actions ont eu lieu en régions. Depuis samedi 17 novembre, il y a des actions tous les jours. Nous nous félicitons de l'énorme écho reçu par l'appel des gilets jaunes de Saint-Nazaire (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31213) qui appelle à l'auto-organisation et qui fixe l'objectif d'un pouvoir populaire

Pour notre part, nous avons manifesté ce samedi avec les gilets jaunes et contre les violences sexistes. Il n'y avait en effet aucune raison d'opposer ces manifestations, bien au contraire : l'exploitation de classe et l'oppression des femmes s'articulent et se renforcent l'une l'autre, et c'est en faisant converger les luttes que nous établirons un rapport de force face au pouvoir macronien.

Sur proposition de camarades du NPA, un cortège de cheminot.e.s vêtu.e.s de gilets oranges et parfois jaunes ont participé à la manifestation des gilets jaunes. Ils y ont constitué un pôle ouvrier, lançant des slogans de classe, déployant une gigantesque banderole: « faisons dérailler Macron ». Évidemment, au milieu d'une foule immense, ils n'ont pas beaucoup pesé. Mais cela montre tout le poids que le mouvement ouvrier organisé pourrait acquérir, marquant de ses mots d'ordre et de ses méthodes la mobilisation, s'il faisait le choix d'y intervenir en masse. Au lieu de se lamenter sur la présence de petits groupes d'extrême-droite, les leaders syndicaux devraient appeler tous les salarié-e-s qu'ils influencent à entrer dans la bagarre. Imaginez un instant des dizaines de milliers de dockers, de cheminot-e-s, de postier-e-s, d'infirmier-e-s, d'employé-e-s du commerce, de métallos, de profs, d'étudiant-e-s, de lycéen-n-e-s venant s'ajouter et s'unir aux dizaines de milliers de prolétaires (dont un grand nombre

de femmes : cf. https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31215) déterminées à arrêter de se faire saigner et à mettre Macron dehors.

Malgré une participation significative de militant-e-s du NPA, nous regrettons vivement que notre parti, le NPA, n'ait pas appelé à rejoindre les gilets jaunes aujourd'hui. Notre place est à leur côté, car c'est toute une partie de notre classe, celle des travailleurs/ses, qui se mobilise contre une attaque du président des riches. Être solidaires ne suffit pas : nous devons être de plain-pied dans ce mouvement et y faire entendre nos propositions !

## S'appuyer sur la force du mouvement pour étendre les blocages... nécessite que le mouvement ouvrier s'engage pleinement dans la bataille !

### A) Pour permettre un blocage effectif de l'économie

L'attitude des directions syndicales face au mouvement est lamentable. D'emblée, elles ont disqualifié cette mobilisation sous prétexte que l'extrême-droite la soutenait. Elles ont donc laissé le terrain libre aux réactionnaires alors que ce mouvement est parti sur des revendications sociales, et pas du tout sur des revendications anti-immigrés ou sécuritaires ! C'est une faute politique majeure. La direction de la CFDT, plus abjecte que jamais, a considéré que le mouvement des gilets jaunes était « totalitaire » (sic) et elle a fait des offres de service au gouvernement en proposant une « conférence sur la transition écologique » entre partenaires sociaux et gouvernement pour sortir de la crise. Quant à la direction de la CGT, elle a appelé à la mobilisation le 1er décembre en opposition à la mobilisation du 24 novembre (https://tendanceclaire.org/article.php?id=1471)

Heureusement, la base militante des syndicats accepte de moins en moins la politique de leurs directions. De plus en plus de syndicats appellent à rejoindre la mobilisation des gilets jaunes et à organiser des grèves et des blocages, pour prolonger et amplifier la dynamique des gilets jaunes. C'est le cas de FO Transports (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31126), de Solidaires 31 (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31220), de Sud Industrie (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31190), de Solidaires 94 (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31184), de la CGT du CHU de Toulouse (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31222), de la Fédération nationale des Ports et Docks CGT (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31237), de la CGT Métallurgie Isère (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31207), de la CGT de Haute Loire (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31170), de la FSU Allier (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31162), de la CGT Total (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31158), etc.

Il faut en effet que le mouvement ouvrier s'engage pleinement dans la bataille sans attendre. Les gilets jaunes ont démonétisé les journées d'action bidon des bureaucrates

syndicaux ! **Ce qui doit être mis à l'ordre du jour aujourd'hui, c'est un appel clair et net des directions syndicales à la grève de masse et au blocage de l'économie, en lien avec les gilets jaunes.** Dans les entreprises et dans les quartiers, nous devons mettre en place des structures d'auto-organisation pour organiser les actions et les blocages.

**Il faut que notre parti, le NPA, prenne désormais clairement position : nous devons appeler à rejoindre la mobilisation des gilets jaunes et nous devons nous adresser à l'ensemble du mouvement ouvrier pour que celui-ci organise le blocage de l'économie en lien avec les gilets jaunes.**

La lutte contre les taxes sur l'essence et les autres taxes sur la consommation doit être intégrée à un ensemble de revendications de notre classe sociale.

**Nous devons engager, à tous les niveaux, la bataille pour imposer aux directions du mouvement ouvrier un plan de bataille contre le gouvernement. Pour dégager Macron, il ne faut rien de moins qu'une grève générale, indispensable pour bloquer les profits. C'est un mouvement de l'ampleur de Mai 68 qui est nécessaire, mais un mouvement qui cette fois-ci aille jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à dégager non seulement Macron mais aussi le pouvoir des capitalistes et de leurs laquais, avec la mise en place d'un gouvernement des travailleurs/ses**

**B) Pour permettre l'élaboration collective et l'émergence d'un programme ouvrier pour faire face à la crise**

Nous devons aussi engager la discussion sur les revendications. Face au pouvoir bourgeois, nous devons mettre en discussion un programme que pourrait mettre en œuvre un **pouvoir des travailleurs-ses, anticapitaliste, féministe, antiraciste, écologiste, qui déciderait :**

- suppression des taxes sur les carburants et de la TVA ; hausse des impôts sur les patrons et les riches

- augmentation générale salaires et minima sociaux de 400 euros pour tout-e-s

- annulation du CICE (20 milliards d’euros de nos impôts versés par Macron aux patrons)

- abrogation des lois Travail 1 et 2 ; interdiction des licenciements

- abrogation du pacte ferroviaire (fermeture des petites lignes, hausse des prix, casse du statut,…)

- expropriation sans indemnité des grands groupes capitalistes, à commencer par les sociétés autoroutes et Total

- embauche massive au statut dans les services publics utiles (hôpitaux, crèches, Poste, écoles, etc.)

- abrogation des réformes Blanquer du bac, des lycées et de Parcoursup

- régularisation de tout-e-s les sans-papiers pour empêcher les patrons de les surexploiter

- égalité salariales hommes-femmes et combat collectif contre les violences sexistes et sexuelles

**Tendance CLAIRE**, le 26 novembre 2018